



Table ronde

« La vision de l'autre dans les historiographies israélienne et palestinienne : construction ou légitimation nationale ? »

4 mai 2016 - à 19h00

à l'iReMMO

INTRODUCTION

Il est possible d'accéder au Proche-Orient, à Israël et à la Palestine, par de multiples portes : celle des religions, des mythes, des guerres, etc. ASHMA vous propose de pousser la porte de l'histoire et de l'humain. Comment expliquer que les processus de paix soient à l'arrêt et que le conflit entre les deux peuples perdure ? Les politiques menées par les gouvernements israélien et palestinien suscitent de nombreuses analyses. Chacune des guerres israélo-arabes ainsi que chacun des affrontements israélo-palestiniens allongent la liste des enjeux à expliquer et à démêler. Les arbitrages des puissances internationales tendent paradoxalement à complexifier la situation.

Cependant, au-delà des acteurs les plus médiatisés de ce conflit, la population est également responsable de l'impasse qui le caractérise. De chaque côté du mur, les mentalités des deux peuples s'enferment dans une ignorance et opposition mutuelle.

Qu'en est-il de l'Histoire, de l'enseignement de l'histoire, de la transmission de la vérité historique ? La notion même de "conflit" est manipulée par les autorités israélienne et palestinienne : occultée par les premières, exacerbée par les secondes. Certains faits historiques sont encore aujourd'hui désavoués alors que leur acceptation représente un enjeu considérable afin d'envisager une résolution du conflit. L'historiographie est sans cesse (ré)interrogée.

C'est pourquoi nous avons voulu comprendre la nature des débats pouvant encore nourrir l'opposition entre Israël et la Palestine.

Bernard Botiveau, Thomas Vescovi et Dominique Vidal ont accepté de prendre part à cette réflexion.

CHRONOLOGIE DE DOMINIQUE VIDAL

Cette chronologie nous a été donnée par Dominique Vidal, historien, journaliste et spécialiste du conflit israélo-palestinien. (Chronologie réalisée à l'occasion d'une conférence sur « le conflit israélo-palestinien en 15 dates » qui s'est déroulée le 9 avril 2016.)

« Le conflit israélo-palestinien plonge ses racines dans une très longue histoire. Il est impossible d'en comprendre vraiment les derniers rebondissements sans connaître les grandes étapes de cette histoire tragique. Pour commencer, repartons près de 20 siècles en arrière. » D.V

DATES	ÉVÉNEMENTS - DESCRIPTIONS
<p>135 ap JC : les Romains écrasent la dernière révolte hébraïque</p>	<p>Dans la Palestine antique s'était formé un « groupe juif de type national » (Maxime Rodinson). Mais l'effondrement des royaumes juifs sous les coups successifs des Assyriens et des Babyloniens, la colonisation romaine et surtout l'écrasement de la révolte de Bar Kokhba, en 135 après J.-C., le dispersèrent.</p> <p>C'est du moins le récit traditionnel, que les travaux historiques synthétisés par Shlomo Sand dans Comment le peuple juif fut inventé contredisent. Car les Romains n'ont jamais expulsé les peuples dont ils occupèrent le territoire. Et la multiplication du nombre de Juifs autour de la Méditerranée ne peut s'expliquer que par des conversions. C'est dire que les Juifs d'aujourd'hui ne possèdent pour la plupart aucune filiation « génétique » avec les Hébreux. Mais le souvenir de la « patrie perdue » est entretenu par la religion : chaque année, les croyants prient « L'an prochain à Jérusalem ».</p> <p>À la croisée des XVIIIe et XIXe siècles, l'idée de « retour » devient plus politique. Napoléon, lors de sa campagne d'Égypte, appelle les Juifs à « se ranger sous ses drapeaux pour rétablir l'ancienne Jérusalem ». Puis viennent les penseurs pré-sionistes, tels l'Allemand Moïse Hess et le Russe Léon Pinsker, qui inspirent la première aliya (« montée », en hébreu) vers la Palestine. L'idée ne se transforme toutefois en projet national qu'avec la création du mouvement sioniste (de Sion, colline de Jérusalem).</p>
<p>1896 « L'Etat des Juifs »</p>	<p>Fondateur mouvement sioniste, Theodor Herzl est correspondant à Paris de la Neue Freie Presse de Vienne au moment de l'affaire Dreyfus : il y voit – après les pogromes de Russie – le signe que les Juifs, inassimilables, doivent disposer d'un État à eux.</p> <p>En 1896, il publie L'État des Juifs, puis, en 1897, réunit le premier Congrès sioniste mondial, dont le programme déclare : « Le sionisme s'efforce d'obtenir pour le peuple juif en Palestine un foyer reconnu publiquement et garanti juridiquement. »</p> <p>Sa vie durant, Herzl cherchera à obtenir des appuis internationaux pour son projet d'État juif. Il rencontrera ainsi le Sultan turc, des ministres du Tsar, le Kaiser allemand, etc., mais sa préférence ira dès le début à la Grande-Bretagne. Il dira en 1904 : « Avec l'Angleterre en guise de point de départ, nous pouvons être assurés que l'idée sioniste s'élancera plus avant et plus haut que jamais auparavant. »</p> <p>Si Herzl meurt en 1904 avant d'avoir obtenu le soutien britannique qu'il espérait, son successeur, Haïm Weizmann, réussit treize ans plus tard.</p>

LES DOSSIERS D'ASHMA

<p>novembre 1917 : la Déclaration Balfour</p>	<p>Ce jour-là, le secrétaire au Foreign Office britannique, Lord Arthur James Balfour, déclare que le gouvernement de Sa Majesté « envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des collectivités non-juives existant en Palestine, ou aux droits et statut politiques dont les Juifs jouissent dans tout autre pays ».</p>
<p>29 novembre 1947 : le plan de partage de l'ONU</p>	<p>La Seconde Guerre mondiale marque un changement radical. Jusque-là, l'idée sioniste restait minoritaire dans les communautés juives. Mais le génocide change tout : concrètement, des centaines de milliers de Juifs survivants du génocide ne peuvent pas ou ne veulent pas rentrer dans leur pays d'origine et se voient refuser toute immigration souhaitée aux États-Unis. Le mouvement sioniste en profite pour organiser une immigration « illégale » vers la Palestine ; idéologiquement, l'extermination de 6 millions Juifs donne une légitimation tragique au combat des sionistes pour un État juif aux yeux des consciences occidentales travaillées un sentiment – justifié – de culpabilité. Devant la commission d'enquête des Nations unies (l'UNSCOP), qui séjourne en Palestine durant l'été 1947, David Ben Gourion déclare : « Qui veut et peut garantir que ce qui nous est arrivé en Europe ne se reproduira pas ? (...) Il n'y a qu'une sauvegarde : une patrie et un État. »</p> <p>Or les opinions occidentales ignorent tout des Palestiniens, lesquels ne font pas grand chose pour s'en faire comprendre : leurs dirigeants boycotteront les commissions d'enquête internationales, en premier lieu l'UNSCOP.</p> <p>Londres va passer la main sous les pressions conjuguées du mouvement sioniste – qui recourt au terrorisme – et de la Maison-Blanche, sans oublier l'opinion britannique qui veut sortir de ce borbier. L'URSS et les États-Unis prônent le partage, avec la volonté d'utiliser la Palestine comme levier pour mettre fin à la domination britannique sur le Proche-Orient. Rien d'étonnant alors si, le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations unies, à la majorité requise des 2/3, adopte la résolution 181, qui crée : un État juif sur 56 % de la Palestine – dont les Juifs représentent à l'époque 32 % de la population et détiennent 7 % des terres ; un État arabe sur 44 % restants ; un régime de tutelle internationale sur Jérusalem-Bethléem (corpus separatum).</p> <p>La guerre civile commence le jour même de la décision des Nations unies. Six mois plus tard, les forces juives, financées par les États-Unis et armées par l'URSS via Prague, se sont emparées de la plupart des villes arabes et ont chassé 400 000 Palestiniens du territoire prévu pour l'État juif. Le plan de partage est mort lorsqu'Israël proclame son indépendance.</p>
<p>14 mai 1948 : déclaration d'indépendance d'Israël</p>	<p>Elle constitue un jalon essentiel de cette première guerre :</p> <ul style="list-style-type: none">- du côté israélien, le texte de cette déclaration oublie qu'un second État a été prévu par l'ONU dans son plan partage : « En vertu du droit naturel et historique du peuple juif, et de la résolution des Nations unies, nous proclamons par le présent acte la création de l'État juif de Palestine qui prendra le nom d'Israël. » Contrairement aux usages, la déclaration ne définit pas les frontières du nouvel État. Bref, il est clair à ce moment que les dirigeants sionistes veulent un État juif aussi grand et aussi « homogène » que possible ;- du côté arabe, la déclaration d'indépendance d'Israël est immédiatement suivie de l'intervention des armées des États voisins, officiellement pour empêcher la naissance de l'État juif. En fait, le roi Abdallah de Jordanie veut s'emparer, avec l'accord des dirigeants sionistes, du territoire prévu pour l'État arabe, et les autres pays arabes entendent l'en empêcher. Aucun de ces pays ne souhaite une Palestine arabe indépendante. <p>Les travaux des « nouveaux historiens israéliens » ont éclairé la véritable nature de la guerre de 1947-1949, ébranlant plusieurs mythes de l'historiographie traditionnelle.</p>

	<p>Pour résumer, disons que la guerre de 1948 débouche, pour les Palestiniens, sur la Nakba (« catastrophe », en arabe). Israël a augmenté d'un tiers la superficie prévue par les Nations unies pour l'État juif. L'État arabe est mort-né, son territoire partagé entre Israël, la Transjordanie (qui annexe la Cisjordanie) et l'Égypte (qui exerce tutelle sur bande de Gaza). Et 800 000 Palestiniens ont dû prendre le chemin de l'exil, souvent expulsés manu militari. Bref, tout se passe comme si les fondateurs d'Israël avaient cru pouvoir effacer le peuple palestinien d'un coup de gomme. Les quinze années qui suivent semblent donner raison à ceux qui rêvent d'assimilation des Palestiniens dans les pays arabes. Faute d'une organisation représentative, ils disparaissent même de la scène politique. Mais l'apparition de l'OLP va changer la donne.</p>
<p>30 mai 1964 : naissance de l'OLP</p>	<p>La naissance de l'OLP sous égide égyptienne résulte d'une décision de la Ligue arabe. Mais elle exprime aussi la nécessité de tenir compte de la réalité palestinienne nouvelle, et en premier lieu de la formation en exil d'une élite palestinienne de haut niveau économique, politique et culturel.</p> <p>Yasser Arafat la symbolise : jeune ingénieur, plus radical et plus indépendant des pays arabes, président de l'Union des étudiants palestiniens 1952-1956, il a créé avec ses amis au Koweït, en 1959, le mouvement Fatah [coupé]</p>
<p>7 juin 1967 : Israël occupe la Cisjordanie et la bande de Gaza</p>	<p>La troisième guerre israélo-arabe – guerre des Six Jours – constitue en effet une étape décisive. Jusqu'en 1967, le reste de la Palestine demeurerait arabe. La Jordanie et l'Égypte n'ont d'ailleurs jamais profité de la situation pour créer un État palestinien en Cisjordanie et sur la bande de Gaza, avec Jérusalem-Est comme capitale. Le 12 juin 1967, l'État juif, qui vient de s'emparer de ces territoires (plus le Sinaï égyptien et le Golan syrien), occupe la totalité de la Palestine. Il détient désormais seul la clef du problème palestinien. [coupé]</p>
<p>17 mai 1977 : la victoire du Likoud en Israël</p>	<p>On a parfois la tentation de considérer le Parti travailliste et le Likoud comme « blanc bonnet et bonnet blanc ». À l'instar de toutes les formules simplistes, celle-ci – à l'époque – n'aide pas à comprendre. Ainsi la victoire de la droite le 17 mai 1977, pour la première fois dans l'histoire d'Israël, marque un virage redoutable. [coupé]</p>
<p>6 juin 1982 : l'invasion du Liban par Israël</p>	<p>« Paix en Galilée » est le nom officiel de l'opération déclenchée le 6 juin 1982 par Israël au Liban pour y liquider la structure politico-militaire de l'OLP. Mais la fiction d'une intervention limitée à 40 km au nord de la frontière ne tient pas : sur l'ordre du ministre de la Défense, Ariel Sharon, Tsahal remonte jusqu'à Beyrouth. [coupé]</p>
<p>décembre 1987 : le déclenchement de la première <i>intifada</i></p>	<p>À Gaza, le 7 décembre 1987, un accident de la circulation entre un véhicule israélien et un taxi collectif palestinien met le feu aux poudres. Le soulèvement durera trois ans, malgré une répression brutale. [coupé]</p>
<p>13 septembre 1993 : l'accord d'Oslo</p>	<p>C'est une des images les plus fortes de l'histoire du Proche-Orient : la poignée de mains entre Itzhak Rabin et Yasser Arafat, sous le regard de Bill Clinton, sur la pelouse de la Maison Blanche.</p>
<p>25 juillet 2000 : échec de Camp David et seconde <i>intifada</i></p>	<p>Ehoud Barak, devenu Premier ministre en mai 1999, reporte pendant un an le troisième retrait de Tsahal comme les négociations sur le statut final, qui auraient dû commencer en 1998.</p> <p>Lorsqu'il se tourne enfin, au printemps 2000, vers les Palestiniens, c'est après l'échec des négociations avec la Syrie. Le fossé entre les positions des deux parties est très profond. Arafat propose de reporter le sommet. Mais le président Clinton tient à conclure ses deux mandats sur un succès international. Et Barak rêve d'imposer, grâce à cette situation, ses propositions aux Palestiniens, sous-estimant une donnée fondamentale : cette fois, l'accord n'est pas intérimaire, mais définitif.</p>

DATES	ÉVÉNEMENTS
	<p>L'explication souvent donnée est simple, pour ne pas dire simpliste : Barak a fait une « offre généreuse », et Arafat l'a refusée. Les propositions de Barak vont en effet plus loin qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait été. Mais pas assez au regard des conditions nécessaires à la création d'un véritable État palestinien :</p> <ul style="list-style-type: none"> - il aurait promis le retrait de 90 % de la Cisjordanie, mais ce chiffre « oublié » la région de Jérusalem, la vallée du Jourdain et le territoire contrôlé par les colonies (42 % de la Cisjordanie). Surtout, les zones qu'Israël prétend annexer pour regrouper 80 % des colons découpent la Cisjordanie en trois morceaux discontinus ; - sur Jérusalem, il n'y a aucune avancée. La fameuse déclaration de Barak sur le partage de souveraineté n'interviendra que le 29 septembre 2000 ; - de même, sur le sort des réfugiés, Barak n'a pas avancé d'un millimètre. <p>Bref, c'était l'échec annoncé. L'OLP a fait en 1988, en reconnaissant Israël, le principal compromis puisqu'elle a abandonné à Israël 78 % de la Palestine mandataire. Et c'est sur les 22 % restants que Barak exige de nouvelles concessions.</p> <p>Le Premier ministre israélien pouvait-il aller plus loin ? L'Histoire a tranché, puisque sa délégation est allée beaucoup plus loin cinq mois plus tard, lors des négociations de Taba, en janvier 2001. Les deux parties ont approché, sur la base des propositions de Clinton, un accord sur toutes les questions, même celle des réfugiés.</p> <p>Hélas pour rien : Barak avait déjà démissionné et provoqué des élections anticipées en février 2001. Le piège tendu par Ariel Sharon, en montant sur l'esplanade des mosquées, le 28 septembre 2000, se referme : le 6 février 2001, le vieux général est élu Premier ministre d'Israël. Son programme tient en une phrase : « La guerre d'indépendance de 1948 n'est pas achevée. »</p> <p>La seconde Intifada qu'il provoque et sa répression se soldent par une catastrophe :</p> <ul style="list-style-type: none"> - entre 2000 et 2005, on compte 5 000 morts palestiniens et 1 000 israéliens, dont 600 dans les attentats-kamikazes ; - c'est l'arrêt de toute véritable négociation paix et le retour à la politique des faits accomplis unilatéraux : la construction du Mur (non sur la Ligne verte mais en Cisjordanie, condamnée par la Cour internationale de justice en juillet 2004), le retrait de Gaza mais le renforcement de la colonisation de la Cisjordanie, la judaïsation de Jérusalem, etc.
<p>25 janvier 2006 : le Hamas prend le pouvoir</p>	<p>En Palestine et en Israël comme dans le monde, c'est une surprise de taille : nul – pas même ses propres dirigeants – ne croyait que mouvement islamiste l'emporterait sur le Fatah. À Tel-Aviv comme à Washington, la réaction est immédiate : il faut « couper les vivres » aux Palestiniens... Renverser le gouvernement Hamas, tel est le but des Occidentaux. Cette décision, bientôt entérinée par l'Union européenne, est pourtant criminelle, absurde et contre-productive. [coupé]</p>

<p>2006 - 2014 : le temps des guerres asymétriques</p>	<p>Depuis près de 60 ans, on l'a vu, Israël va en guerre. Dans certaines, il fut aisément victorieux : celles de 1956, 1967 et 1982 – du moins au début. D'autres lui donnèrent plus de mal : celles de 1948, mais aussi de 1973, sans oublier les conflits de basse intensité que furent les deux Intifadas. Mais toujours, jusqu'ici, l'Etat juif a gagné toutes ses guerres.</p> <p>D'où la grande nouveauté des interventions contre le Liban durant l'été 2006 et des attaques contre Gaza en 2008, 2012 et 2014. Certes, Tsahal n'a pas été, à proprement parler, vaincue. Mais elle n'a pas atteint ses objectifs. Au Liban, en 33 jours, une des plus puissantes machines militaires au monde n'a pas brisé la résistance d'une guérilla de quelques milliers de combattants... Idem à Gaza à 3 reprises.</p> <p>Tsahal, pourtant, n'a pas lésiné sur les moyens. Au Liban, elle a fait 1 500 morts ; à Gaza en 2008, 1 400 morts (contre 13 Israéliens) ; en 2012, 160 (contre 6 Israéliens) ; et en 2014, 2 140 morts, dont 500 mineurs (contre 72 Israéliens).</p> <p>Le principal effet de ces guerres ratées, c'est l'isolement d'Israël dans l'opinion internationale et parmi les États du monde. Selon l'enquête annuelle de la BBC auprès de 27 000 sondés, Israël se retrouve dans le peloton de queue des pays dont la politique est jugée la plus négative, avec la Corée du Nord, l'Iran et le Pakistan...</p>
<p>29 novembre 2012 : la Palestine à l'ONU</p>	<p>D'où l'évolution de la stratégie de l'OLP. Le sabotage par Benjamin Netanyahu du « processus de paix » a convaincu les dirigeants palestiniens que l'issue ne résidait pas dans des négociations bilatérales, même sous égide américaine. L'échec des tractations impulsées par John Kerry d'août 2013 à avril 2014 ont confirmé cette analyse. Pas question de continuer le face à face du pot de terre et du pot de fer. D'autant que pendant ce temps la situation se dégrade sur le terrain avec une colonisation accélérée – le nombre de colons a été multiplié par 100 en 40 ans !</p> <p>Les dirigeants palestiniens ont donc choisi un autre terrain, diplomatique. La première étape a été franchie le 31 octobre 2011, avec l'admission de l'État de Palestine à l'Unesco. Deuxième étape le 29 novembre 2012 : la Palestine est admise comme État observateur à l'ONU par l'Assemblée générale, par 138 voix contre 9 et 41 abstentions. Troisième étape : à la surprise générale, l'État de Palestine entre à la Cour pénale internationale (CPI) le 1er avril 2015. En même temps s'est ouvert un nouveau front : la bataille pour l'adoption par le Conseil de sécurité d'une résolution fixant cadre (frontières 4 juin 1967, illégalité des colonies, capitale Jérusalem-Est) et délai (2 ans) pour l'établissement de l'État de Palestine.</p>

POINT SUR LES « NOUVEAUX HISTORIENS »

Les années 1980 voient l'émergence de ceux que l'on appelle « Les nouveaux historiens israéliens ». Ils changent notamment la façon de voir et de penser la guerre.

- Une première génération s'est attachée à travailler sur la construction de la nation israélienne (les mythes...)
- La deuxième génération a accès aux archives inédites de l'armée (israélienne, britannique), ce qui lance cette nouvelle historiographie

Le premier à qui l'on doit cette expression est Tom Segev (né en 1945) : critique des mythes du « jour se lève », de « la terre sans peuple ». Avec Morris Benny et *The Birth of the Palestinian Refugee People*, les victimes, c'est-à-dire les Palestiniens, deviennent des sujets d'histoire. Dans ce livre il critique la propagande inculquée depuis son enfance et explique la réalité des opérations militaires sur le terrain. Son ouvrage a fait grand bruit, à cause des archives utilisées, israéliennes, britanniques et américaines.

A partir de là le débat est lancé: peut-on utiliser les archives orales des réfugiés palestiniens ? Les archives orales utilisées par entre autre Ilan Pappé (*Les démons de la Nakba*) mettent en lumière la question de la légitimité de la parole.

Trois thèmes sont particulièrement abordés :

- les massacres
- les réfugiés
- la responsabilité d'Israël dans l'échec des négociations

Quelques ouvrages :

- *Le péché originel d'Israël, l'expulsion des Palestiniens* de Dominique Vidal et Joseph Algazy (L'expression de « péché originel » est une expression de Shabtaï Teveth)
- *Israël face à son passé*, de Shlomo Sand et Derek Penslar

LES INTERVENANTS

Bernard BOTIVEAU

Bernard Botiveau est **Directeur de recherche émérite au CNRS (2011)**

Spécialisé Science politique Monde arabe. Travaille notamment sur les changements politiques en Palestine depuis la seconde intifada.

Thomas VESCOVI

Thomas Vescovi est diplômé de l'Université Paris VIII, professeur d'histoire géographie et **chercheur en histoire contemporaine.**

Il travaille notamment sur la société juive israélienne, ses relations avec la société palestinienne, et son rapport à l'histoire.

Dominique VIDAL

Dominique Vidal est **historien, journaliste**, collaborateur au *Monde Diplomatique* et spécialiste du conflit israélo-palestinien.

LES BIBLIOGRAPHIES

- « Illusion ou aporie ? Le modèle d'une 'solution à deux Etats' en Palestine », in Khoury, S. (éd.), *Palestine/Israël : 60 ans de conflit*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 2010

- « La France et l'Union européenne dans le conflit israélo-palestinien : ambivalences diplomatiques », in Khoury, S. et Bouba Nouhou, A., *France Monde arabe. Echanges culturels et politiques*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 2008

- « **1948 et le droit au retour. La représentation du passé dans les négociations entre Palestiniens et Israéliens** » (1993-2000), in N. Picaudou (éd.), *Territoires palestiniens de mémoire*, Paris, Karthala, 2006

- **La mémoire de la nakba en Israël, Le regard de la société israélienne sur la tragédie palestinienne, Comprendre le Moyen-Orient, 2015**

- « Bienvenue en Palestine », 2014, Kairos

- vidéo : LA MÉMOIRE DE LA NAKBA EN ISRAËL - Thomas Vescovi

https://youtu.be/BDQICFq_U2w

- *Palestine : le jeu des puissants*, Sindbad Actes Sud, 2014

- *Un Autre Israël est possible, co écrit avec Michel Warschawski*, Éditions de l'Atelier, 2012

- **Le péché originel d'Israël par Dominique Vidal, Collection Questions internationales, 1998**